

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE



Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs

Travailleuses, travailleurs, jeunes,

VOUS VOULEZ QUE CA CHANGE !

La hantise du licenciement, des accidents de travail, de la maladie. L'angoisse des fins de mois. Le cauchemar du chômage, la recherche épuisante d'un emploi introuvable.

Les femmes opprimées, confinées aux travaux ménagers, « interdites » d'emploi et de salaire, d'indépendance, méprisées, très souvent considérées comme de simples objets sexuels, victimes d'agressions et de viols.

Les jeunes, étouffés à l'école, à l'usine, à l'armée, écœurés par cette société sans fraternité, condamnés à la rivalité, à la course au fric ou à la marginalité désespérante.

Les immigrés, déportés, surexploités, réprimés, expulsés.

Les malades, les vieux, isolés, oubliés.

Toute la population laborieuse condamnée à la soumission, sans pouvoir, sans droit sur la production, ses conditions de travail et son cadre de vie. Cette grande misère, c'est ce que la droite appelle le « bon choix » !

Au premier, comme au second tour, vous ne donnerez pas une voix aux candidats bourgeois ; au second tour, pour les battre, vous voterez pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé.

**AU 1^{er} TOUR, VOUS VOTEREZ POUR VOS REVENDICATIONS, CONTRE TOUTE AUSTÉRITÉ,
CONTRE LA DIVISION, POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE**

Allez-vous cautionner F. Mitterand qui explique qu'il faut « gérer la crise » et que les travailleurs devront encore consentir à des sacrifices ? Non ! Certes, G. Marchais dénonce vigoureusement toute « austérité de gauche » ; mais si le P.C. et le P.S. promettent tous deux le SMIC à 2 400 F — ce qui est une bonne chose — ni l'un, ni l'autre ne s'engage sur *l'échelle mobile des salaires et des retraites*.

Ils promettent de diminuer progressivement le chômage, mais ne s'engage pas à réduire *immédiatement* la semaine de travail à 35 heures sans diminution de salaire ; pourtant, la semaine de 35 heures, c'est du travail pour tous et toutes, c'est un peu de temps pour vivre. En 1936, les travailleurs avaient conquis les 40 heures, plus de 40 ans après, ce sont les 35 heures qu'il faut, tout de suite.

G. Marchais dénonce la volonté de Mitterand de gérer la crise comme le font les « socialistes » portugais ou allemands ; mais il refuse de se prononcer quand il s'agit de l'Espagne ou de l'Italie où les P.C. soutiennent activement la politique d'austérité des gouvernements de droite.

Alors le 12 mars vous direz :

**OUI AU SMIC A 2 400 F ET A L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES
OUI A UN EMPLOI POUR TOUTES ET POUR TOUS
OUI A LA SEMAINE DE 35 HEURES
NON A TOUTE AUSTÉRITÉ**

P.C. et P.S. s'accusent mutuellement de vouloir collaborer avec la droite ; ils n'ont pas de mots assez durs l'un pour l'autre ; mais le P.S. pactise avec les notables radicaux de gauche, champions de la « liberté d'entreprendre » qui n'est que la « liberté d'exploiter » ; et le P.C. se désiste au 1^{er} tour sans condition pour les gaullistes dits de progrès qui pendant 20 ans n'ont cessé de porter des coups aux travailleurs.

Mais le P.C. refuse de s'engager au désistement réciproque au second tour pour le P.S. alors que ne pas se désister pour le candidat du parti ouvrier le mieux placé, c'est assurer la victoire électorale des partis bourgeois.

Mitterand et Marchais ne cessent de se quereller, mais ils sont d'accord pour garder Giscard en lui laissant l'essentiel des pouvoirs que lui confère la constitution de 58 née d'un coup d'état gaulliste.

Alors vous direz à Mitterand et à Marchais :

**ASSEZ DE DIVISION ! RÉSERVONS NOS COUPS A LA DROITE !
PAS QUESTION DE COLLABORER AVEC GISCARD ET LES PARTIS BOURGEOIS
QUELS QU'ILS SOIENT !**

Vous voterez contre la division et les compromissions

Pour L'UNITÉ OUVRIÈRE

POUR LES SOLUTIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE A LA CRISE.

Aujourd'hui, les travailleuses et les travailleurs n'ont aucun droit de décision à l'usine et dans la cité ; ils sont les exclus de la vie sociale et politique.

Comment la vie peut-elle changer pour les femmes si n'est pas garantie l'égalité effective avec les hommes en matière de salaires, d'emploi, de formation, si ne sont pas créés des équipements sociaux nombreux et de qualité si l'avortement n'est pas libre et gratuit, si le droit à disposer librement de leur corps n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les soldats, si le service militaire n'est pas réduit à 6 mois, si les transports ne sont pas gratuits, s'ils n'ont pas de droits démocratiques, en particulier le droit d'organisation syndicale ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleuses et les travailleurs s'ils n'ont pas un droit de veto sur les cadences, les licenciements, l'hygiène et la sécurité à l'entreprise, s'ils n'ont pas un droit de décision sur la pollution, l'urbanisme et la santé ?

Comment la vie peut-elle changer pour les jeunes, si la formation n'est pas gratuite, et unique jusqu'à 18 ans pour toutes et tous, si leur indépendance matérielle n'est pas assurée et si leur droit à des activités sociales et culturelles autonomes n'est pas reconnu ?

Comment la vie peut-elle changer pour les travailleurs immigrés s'ils n'ont pas les mêmes droits sociaux et politiques que les travailleurs français ? Quel changement pour les territoires d'outre-mer si leur droit à l'autodétermination n'est pas reconnu ?

Quel changement si est conservée la force de frappe contre laquelle a lutté pendant 20 ans le mouvement ouvrier et que dénonce toujours la C.G.T. et la C.F.D.T. Quel changement si le P.C. et le P.S. poursuivent le programme électronucléaire qui menace la santé des travailleurs et des populations ?

AU PREMIER TOUR, VOUS VOTEREZ POUR LES SOLUTIONS OUVRIÈRES A LA CRISE POUR LE CONTROLE OUVRIER

P.C. et P.S. se querellent violemment sur les filiales ; mais elles ne représentent que 0,07 % des entreprises ; et dans les deux versions, 85 % de la production échappe au secteur public ; c'est-à-dire que l'économie restera régie par la loi du profit avec à la clé le gaspillage et la crise.

D'ailleurs, Mitterand et Marchais le disent « nous ne proposons pas le socialisme ».

Nous, au contraire nous disons : pour sortir de la crise du capitalisme, il faut s'appuyer sur la mobilisation, les capacités d'initiatives et de contrôle des travailleurs, il faut nationaliser (sans indemnités pour les patrons) tous les secteurs clés de l'économie ; il faut planifier la production selon les besoins des travailleurs ; il faut marcher vers le socialisme.

Et le P.S. et le P.C. doivent s'engager à former ensemble un gouvernement qui aille dans cette voie, rompant avec Giscard, satisfaisant nos revendications s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs.

VOILA POURQUOI LE 12 MARS VOUS VOTEREZ POUR DEVILLE Christine et CASTELLO Avelin
CANDIDATS DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Pour le socialisme le pouvoir aux travailleurs.

LOIRET

2^e circonscription

TITULAIRE

SUPPLÉANT



DEVILLE Christine
23 ans
Éducatrice
Militante syndicale



CASTELLO Avelin
32 ans
Employé S.N.C.F.-SERNAM
Militant syndicaliste